

Notre pays a un avenir si notre volonté, notre dévouement, et notre sens d'appartenance se révèlent assez forts. Toutes les parties de notre pays doivent être représentées, et l'on doit toutes les écouter et les comprendre.

**Des voix:** Bravo!

● (2140)

**M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, nous avons bien souvent entendu parler de séparatisme depuis la victoire du Parti québécois en novembre. Permettez-moi de faire certaines observations sur cette question de l'unité nationale. L'importance que revêt cette question pour nous tous peut difficilement être exagérée.

Je pense que si le monde anglophone continue à dire au Parti québécois qui lutte pour se gagner le cœur et l'esprit des Québécois, qu'ils ne peuvent réussir économiquement sans nous, il est possible qu'on ne fasse que les ancrer davantage dans leur intention de faire un essai. Nous ne devons pas oublier que le Québec avec ses quelque six millions d'habitants, est comparativement aux pays qui font partie des Nations Unies, beaucoup plus peuplé que la plupart d'entre eux et, évidemment, dispose d'un bien plus grand territoire. La Norvège, par exemple, est un pays respecté qui ne compte que quatre millions d'habitants.

Il est possible que l'économie l'emporte sur le chant de sirène du séparatisme que fait entendre René Lévesque, et il pourrait s'échouer lamentablement sur les bas-fonds économiques en ce sens que le prix qu'auraient à payer les Québécois pourrait être énorme, comme je l'imagine vraisemblablement. Une étude effectuée en 1971-1972 a démontré que le Québec recevait un surplus de 600 millions de dollars du gouvernement fédéral. André Raynault, ex-président du Conseil économique du Canada, a évalué il y a quelques mois que le Québec recevait actuellement environ un milliard et demi de plus qu'il ne donnait au gouvernement fédéral; et nous avons tous lu que le 25 février le gouvernement du Québec avait communiqué une étude qui voulait démontrer qu'entre 1961 et 1975 le gouvernement fédéral avait reçu 4.3 milliards de dollars de plus du Québec qu'il n'en avait dépensé dans cette province. On discutera pendant des mois de l'exactitude et des implications de ces chiffres.

Cependant, le préjugé voulant que le Québec n'ait rien à offrir du point de vue économique sinon de la main-d'œuvre à bon marché et des ressources naturelles est pour le moins exagéré. Cette province a maintenant un marché riche et avancé. La main-d'œuvre est en grande partie plus spécialisée que celle des provinces de l'Atlantique et elle n'est certainement plus bon marché. J'imagine qu'elle est tout aussi capable d'innovations technologiques que n'importe quelle autre province du Canada.

Évidemment, le Parti québécois mise beaucoup, en ce qui a trait aux aspects économiques de sa stratégie visant à promouvoir le séparatisme, sur le maintien d'une union douanière avec le Canada. On ne peut, en fait, être certain qu'un tel arrangement plairait aux Canadiens de langue anglaise si le Québec se séparait politiquement. Je crois qu'il est fort improbable que deux pays semblables puissent s'entendre pour laisser une banque centrale émettre une monnaie commune et avoir une union monétaire, comme Lévesque l'a mentionné dans son discours à New York, ou qu'ils pourraient s'entendre sur des

tarifs communs. Je suis certain que le reste du Canada ne consentirait pas à accorder à un nouveau pays du Québec un veto sur ces genres de questions.

Un article de John Downs paru il y a quelques mois dans le *Financial Times* signale l'importance pour l'emploi au Québec d'industries comme les textiles, le vêtement et la chaussure qui jouissent d'une forte protection tarifaire. Les Canadiens d'un océan à l'autre, bien sûr, paient pour cette protection quand ils achètent des vêtements et souliers dans les magasins. Nous, des Maritimes, avons toujours déploré devoir absorber des coûts élevés au Canada à cause des tarifs de protection très élevés au Québec ainsi qu'en Ontario. A eux deux, l'Ontario et le Québec représentent plus de 80 p. 100 de la production manufacturière et de l'emploi au Canada.

D'après une étude du Conseil économique du Canada, environ 37 p. 100 des emplois manufacturiers au Québec et 27 p. 100 en Ontario dépendent des ventes de produits protégés par tarifs à d'autres provinces. Nous, comme les autres Canadiens, avons accepté à contre-cœur les tarifs comme une façon de conserver ces emplois à nos concitoyens mais, bien sûr, il n'y a aucune assurance que l'équation politique serait vue de la même façon si le Québec se séparait.

Toutefois, ne sous-estimons pas la direction du Parti québécois qui compte parmi ses membres au moins quelques économistes éminents. Ils savent que le sort de beaucoup des industries les plus vulnérables du Québec ne peut être réglé que par ablation radicale, en supprimant les secteurs inappropriés pour faire place à d'autres de plus grande productivité. Ils peuvent se dire que cette opération pourrait mieux s'effectuer dans les circonstances si Ottawa, en façonnant la politique commerciale du Canada anglais à l'égard du Québec, faisait toute la sale besogne et récoltait le gros du blâme.

On aurait grand tort de croire que des tactiques aussi habiles ne sont pas possibles. De toute façon, le mouvement séparatiste, parce qu'il ressuscite une vieille idée d'indépendance, qu'il fait vibrer une corde très sensible et qu'il est dirigé par un chef de la trempe de Lévesque, qui est lui-même appuyé par l'un des cabinets les plus brillants que toutes les provinces canadiennes aient jamais connu, peut susciter un esprit de sacrifice insoupçonné de la part de ses adeptes. Quiconque aime ce pays ne saurait prendre à la légère la vieille notion très vivace d'indépendance qui soulève énormément d'émotivité et qui est prônée par une formation politique qui vient à peine de prendre le pouvoir.

Je voudrais que les Canadiens d'expression anglaise comprennent que le Parti québécois est devenu le symbole de la nouvelle fierté des Canadiens-français, de leur société et de leurs réalisations et qu'un nouveau régime constitutionnel n'indiquera pas nécessairement ce mouvement même s'il présente des avantages économiques. Le Parti québécois a fait ce que tout peuple colonisé ou qui s'estime colonisé a fait: il cherche à lui donner son indépendance afin de le réhabiliter à ses propres yeux. Il se rendra compte, comme d'autres avant lui, que le respect de soi-même peut coûter cher sur le plan économique, mais je ne voudrais pas non plus qu'on sous-estime l'esprit de sacrifice qu'un pareil mouvement peut susciter.

Au cours des mois et des années qui viennent, tous les Canadiens vont devoir se montrer plus sages et plus civilisés que jamais, si nous voulons régler de façon satisfaisante nos problèmes nationaux et éviter d'en arriver au genre d'affronte-